

Pouvoir d'emprunt

n'ont pas de répercussion immédiate sur les fonds puisqu'ils sont déduits du revenu imposable. La politique appliquée dans le domaine de la recherche et du développement ne tient donc pas compte des problèmes de liquidités des petites entreprises. D'après les conclusions du comité, si l'on veut atteindre d'ici 1983 l'objectif de 1.5 p. 100 dans le domaine de la recherche et du développement scientifiques, il faut que la croissance réelle de ces deux activités français par l'industrie atteigne de 24 p. 100 au cours des cinq prochaines années. Cette année, nous n'atteindrons qu'un tiers de l'objectif de 24 p. 100 préconisé par le comité.

Le comité recommande également que le gouvernement fédéral et les sociétés de la Couronne utilisent mieux leur politique d'achats pour faire avancer le progrès technique dans l'industrie canadienne. Il recommande que le Canada réduise sa dépendance technique provoquée par les investissements étrangers et ce en modifiant ses méthodes d'importation du progrès technique.

Ce ne sont là que certaines recommandations présentées par un comité d'experts nommé par l'ancien premier ministre et rien n'a changé depuis. J'ai déjà signalé, monsieur l'Orateur, que le Canada est bien devancé par d'autres pays industrialisés pour ce qui est du pourcentage de son produit national brut qu'il consacre à la recherche et au développement. Tandis que la plupart des autres pays augmentent les fonds, qu'ils consacrent à la recherche et au développement, qui représentent un pourcentage de leur produit national brut, et que presque tous ont déjà une avance marquée sur le Canada, celui-ci réduit constamment les siens. Ainsi, de 1965 à 1978, ceux-ci ont baissé de 1.1 p. 100 à 9 p. 100 de notre produit national brut.

D'après nous si l'industrie canadienne effectue moins de travaux de recherches et si le secteur privé en effectue moins au Canada que dans d'autres pays industrialisés, c'est qu'une très grande proportion de nos industries, les plus grandes en particulier, sont entièrement contrôlées par les multinationales. Si nous considérons le cas de nos plus grandes sociétés nationales, surtout celles qui sont des filiales des grandes multinationales qui presque sans exception préfèrent s'adonner à la recherche et au développement chez elles plutôt qu'au Canada, nous comprenons ce qui se passe.

Il y a un an environ, le *Star* de Toronto a effectué un relevé dont il a publié les résultats le 12 octobre 1978. Ces résultats confirment ce que je viens de dire. Le relevé a porté sur certaines des plus grandes sociétés installées au Canada. Ainsi, la Ford Motors dont les ventes au Canada ont atteint 4.4 milliards de dollars de ventes et qui a fourni du travail à 34,000 Canadiens, a consacré plus de 1 milliard de dollars à la recherche et au développement. Mais interrogé par un journaliste du *Star* de Toronto au sujet des travaux de cette nature effectués au Canada, le représentant de la société a répondu:

● (2030)

Nous effectuons la majeure partie de nos travaux de recherche et de développement aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Nous en effectuons une partie au Canada, mais nous ne disposons d'aucune donnée à cet égard.

Selon un autre relevé, pas un seul titulaire de doctorat ne travaillerait aux programmes de recherche de Ford Canada. Faut-il s'étonner ensuite que les chercheurs canadiens, une fois munis de leur diplôme, déguerpissent aux États-Unis?

Considérons maintenant le cas de General Motors. En 1975, cette société a fait pour 4 milliards de dollars d'affaires au

[M. Orlikow.]

Canada. Elle a consacré 1.4 milliard de dollars à la recherche et au développement. Interrogée au sujet de son programme canadien, elle a répondu:

Nous ne disposons pas de chiffres pour le Canada, pour la raison notamment que nous cherchons encore à savoir comment Ottawa définit la recherche et le développement.

Jetons un coup d'œil à la société General Electric du Canada dont les ventes au Canada ont atteint 822 millions de dollars en 1975. En 1977, cette société a dépensé 463 millions de dollars en projets de recherche et de développement dans le monde et a déclaré ceci:

Nous avons dépensé 9 millions de dollars en projets de recherche et de développement au Canada et 463 millions aux États-Unis.

Passons maintenant à la société Kodak du Canada qui a fait des ventes de 182 millions de dollars au Canada en 1975. En 1971, cette société a affecté 351 millions de dollars à la recherche et au développement. Mais combien a-t-elle investi au Canada? Écoutons la société:

Tous les travaux de recherche pure et appliquée sont effectués dans nos laboratoires de Rochester, New York. Nous faisons certains travaux de développement des produits au Canada, mais nous n'avons aucun chiffre là-dessus.

Je pourrais continuer longtemps comme cela, monsieur l'Orateur, mais c'est la situation à laquelle le gouvernement doit faire face.

Permettez-moi de donner un autre exemple dont le député de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett) a brièvement parlé plus tôt cet après-midi. Des enquêtes effectuées pour le compte du gouvernement montrent que les secteurs économiques les plus actifs dans le domaine de la recherche créent plus d'emplois que les secteurs moins actifs ou ceux où la recherche est inexistante, que les travailleurs y ont un meilleur rendement et que les prix qui y sont pratiqués augmentent moins rapidement. Le dernier rapport de l'Agence d'examen de l'investissement étranger montre que pendant que nous parlions de la nécessité de renforcer notre industrie manufacturière et en particulier notre industrie de technique supérieure, les sociétés multinationales se sont employées à acheter nos industries de haute technique. Nous laissons donc les investisseurs étrangers les acheter.

Malgré les velléités d'indépendance dont le gouvernement a fait preuve en créant l'Agence d'examen de l'investissement étranger, nous constatons dans le cinquième rapport de cet organisme publié la semaine dernière que les investisseurs étrangers ont pris, en l'espace d'un an ou deux, le contrôle de l'équivalent de plus de 1,6 milliard de dollars d'actifs de nos sociétés. Les cinq secteurs où les étrangers se sont montrés les plus actifs sont: la transformation des métaux, la machinerie, le matériel de transport, les produits électriques et chimiques ainsi que les produits alimentaires et les boissons. Or, ce sont précisément là les industries que nous devrions inciter à être canadiennes et efficaces si nous voulons atteindre l'objectif auquel devraient tendre tous les partis politiques: essayer d'atteindre au plein emploi. Et pourtant, nous bradons nos entreprises. Nous en autorisons la vente précisément dans les secteurs qui, d'après des enquêtes gouvernementales, sont les plus efficaces, ceux qui ont le plus de chances de fournir des emplois et de mieux résister à l'inflation.

Que disait donc l'actuel ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Grafftey) en commentant le récent rapport de l'AEIE dont j'ai cité des passages? Voici ses propos tels que les rapporte le *Toronto Star* du 18 octobre 1979: